

La communauté des sans terre



Le nombre de personnes considérées comme sans terre se compte par centaines de millions dans toutes les régions. En Inde, par exemple, jusqu'à [307 millions de ruraux](#) sont considérés comme sans terre. Au Bangladesh, près de [4,5 millions de personnes](#) sont sans terre. Le Mouvement des peuples sans terre d'Afrique du Sud est composé de ruraux et de personnes vivant dans des cabanes dans les villes, dont beaucoup ont été dépossédées de leurs terres en vertu de la tristement célèbre loi de 1913 sur les terres autochtones. Le *Mouvement des travailleurs sans terre du Brésil (Movimento dos Trabalhadores Sem Terra, MST)* est l'un des plus grands mouvements sociaux d'Amérique latine avec environ 1,5 million de membres.

Cette force et ce phénomène importants de la pauvreté sont une préoccupation croissante du Mécanisme de la société civile (MCS) pour le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui relève directement du Conseil économique et social, l'organe directeur de l'ONU le plus haut niveau en matière de développement. En 2015, le Comité de coordination du Mécanisme a identifié les sans-terre comme sa onzième catégorie de personnes touchées par l'insécurité alimentaire. L'équipe de coordination du groupe est dirigée par Jamal

Talab, membre de la HIC en Palestine, Land Research Center et Sylvia Mallari de la Coalition paysanne asiatique (Philippines).

Avec le soutien du gouvernement italien, le CSM a organisé un atelier des membres concernés à Tunis les 21 et 22 mars 2017 pour développer le concept et le programme de travail des sans-terre dans le cadre des efforts civils pour soutenir et guider la politique alimentaire mondiale.

Joseph Schechla, coordinateur du HLRN, a participé à une présentation sur les sans-terre en tant que sujet des droits humains et du droit international humanitaire. L'atelier a donné lieu à un programme d'activités en quatre parties qui visent d'abord à développer davantage et à unifier le concept de la privation de terres sur la base d'une analyse documentaire, de nouvelles consultations et d'un sondage auprès de la population. Parallèlement, les coordinateurs dresseront un inventaire des parties prenantes concernées. Le Mécanisme s'efforcera ensuite de renforcer la capacité de ces parties prenantes à faire entendre leur voix au niveau mondial et à mener des activités de plaidoyer devant le CSA.

Les nouveaux groupes d'intérêt émergents et sans terre devraient participer aux divers volets de travail du CSA, en



s'appuyant sur un ensemble de normes et d'orientations politiques déjà élaborées avec les institutions spécialisées des Nations Unies basées à Rome et spécialisées dans l'alimentation et la nutrition, notamment les [Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale](#) (2012), le [Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors de crises prolongées](#) (2015) et le [Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition](#) (2016).

Pour accéder à la source originelle :
<http://landtimes.landpedia.org/newsdes.php?id=pmhr&catid=pQ%3D%3D&edition=o24%3D>

